

NOUVELLES POLITIQUES NATIONALES ET ETRANGERES.

TROISIEME ANNEE REPUBLICAINE.

DECADI 20 Foréal.

(Ere Vulgaire).

Samedi 9 Mai 1795.

Le Bureau des NOUVELLES POLITIQUES, Feuille qui paroît tous les jours, est établi à Paris, rue des MOULINS, n^o. 500, au coin de la rue THÉRÈSE. Le prix de la Souscription est actuellement de 80 livres par an, de 42 livres pour six mois, et de 22 livres pour trois mois. Les lettres d'envoi doivent être chargées, attendu le grand nombre de celles qui s'égarent, et adressées franches au citoyen CHAS-FONTANILLE. L'abonnement doit toujours commencer le premier de chaque mois (nouveau style).

ESPAGNE.

De Figuières, en Catalogne, le 9 avril.

Il a été question, depuis quelque-temps, de négociations entre la France & l'Espagne, & comme le citoyen Bourgoïn avoit déjà été employé avec succès à la cour de Madrid, avant la guerre, l'on ne doutoit point qu'il ne fût chargé de premières conférences pour cette première pacification, dès qu'en le sur parti de Paris. Il y a déjà quelques jours qu'il se trouve ici, & on le dit toujours chargé d'une mission secrète par le gouvernement; mission qui ne sauroit être relative qu'aux négociations avec l'Espagne.

En effet, quoiqu'il ne soit encore connu rien de positif à cet égard, le rapprochement de plusieurs faits & circonstances fait espérer que la paix aura bientôt lieu entre les deux puissances. On alloit même jusqu'à dire, qu'elle étoit conclue, mais que l'Espagne n'en vouloit pas convenir, dans la crainte que l'Angleterre n'interceptât ses vaisseaux revenant des Indes. De pareilles suppositions sont trop vagues pour s'y arrêter.

Ce qu'il y a de certain, c'est que les ordres les plus précis ont été donnés, pour envoyer, sur les derrières, tous les équipages, qui ne sont pas d'une nécessité absolue pour l'armée, ainsi que les prises faites sur l'ennemi.

Les Espagnols ayant coutume de faire leurs attaques les grands jours de fête, l'on s'y attendoit ces jours derniers, fêtes de Pâques; mais des pluies considérables ayant grossi les eaux de la rivière, auront empêché l'exécution de leur projet, ou peut-être, si les ouvertures de paix sont réelles, quelque autre motif a déterminé ce délai.

A L L E M A G N E.

Extrait d'une lettre particulière de Hambourg, du 24 avril.

La date de cette lettre prouve que la communication des couriers est rétablie, par la Hollande, entre Ham-

bourg & Paris, & que désormais les lettres ne demureront plus 24 à 25 jours pour faire un long circuit par la Suisse; ce qui étoit un grand inconvénient pour le commerce.

Le bruit s'étoit répandu ici que des avis de Hollande & même de Paris portoient que notre gouvernement avoit mis un embargo sur ses navires, & que l'exportation des grains pour la Hollande étoit prohibée. Un tel bruit, dont qu'il soit venu, n'a d'autre source que l'ignorance ou la malveillance; car notre situation, quelle qu'elle soit, à moins qu'une force majeure n'en dispose, ne nous permettra jamais ni des embargos, ni des prohibitions d'exportations quelconques.

La véritable raison qui s'oppose à des envois de blé en Hollande, c'est que nos prix actuels donneroient une perte de 20 à 30 pour 100 contre ceux de Hollande, & cela seul suffit pour les empêcher.

De Francfort, le 28 avril.

On croit aux mouvemens que fait l'armée d'Autriche, que la campagne va s'ouvrir incessamment: le comte de Clairfayt qui la commande en chef, vient d'être nommé feld-maréchal des armées de l'empereur.

Nous apprenons de Luxembourg que le vieux maréchal de Bender, qui commandoit dans cette place, vient d'y mourir: il a été remplacé dans ce commandement par le général Schroder.

Il paroît que les conditions du traité conclu entre la Prusse & la France, ne sont pas encore connues; mais on présame que l'intention de Frédéric-Guillaume, a été principalement d'éloigner le fléau de la guerre des provinces de l'Empire, qui ont aussi besoin de la paix, on croit, par la même raison, qu'une très petite partie de son armée quittera le théâtre de la guerre.

Suivant les lettres de la Gallicie, les Russes ont porté à 100 mille hommes leur armée de Pologne, qui, sous le commandement du général Suwarow, marche vers la Turquie; toutes les recrues polonaises sont renvoyées

de l'intérieur de la Russie, & l'armée qui doit agir est composée entièrement de Russes, de Cosaques, de Tartares & de quelques Kalmouks: cette dernière nation en 1774 émigra presque toute entière dans la Tartarie chinoise, par les montagnes d'Altay.

(Extrait des gazettes allemandes.)

ANGLETERRE.

De Londres, le 14 avril.

Les délibérations du parlement n'ont pas eu depuis quelques jours d'objets intéressans. Le 9, les deux chambres ont voté une adresse de félicitation au roi sur le mariage du prince de Galles. On va s'occuper d'un bill pour naturaliser la princesse, & lui assurer un établissement convenable à la femme de l'héritier du trône.

Le même jour la chambre des communes, vota les remerciemens de la chambre au vice-amiral Hotham pour les services signalés qu'il a rendus à la nation dans la Méditerranée: de semblables remerciemens furent proposés pour les vice-amiraux Goodal & Parker, & pour tous les officiers, matelots & soldats de marine servant sur la même flotte. Tout cela fut approuvé sans contradictions; la même mesure a été adoptée, le 13, dans la chambre des pairs, mais non sans oppositions. Le lord Lauderdale objecta qu'il n'étoit pas bien certain qu'il y eut eu une victoire remportée par notre escadre dans la méditerranée; & il demanda que le ministre voulut bien donner à la chambre les renseignemens nécessaires pour l'éclairer sur ce point. On conçoit que cette proposition ne fut gueres secondée; l'orgueil national, autant que l'ascendant ministériel, concouroit à la repousser.

Des avis particuliers ont apporté des nouvelles allégres de Saint-Domingue. Les Français y ont fait des progrès qui nous ont forcés de concentrer nos forces sur deux points près du Cap. D'ailleurs, les maladies nous enlèvent beaucoup de soldats, & l'on y attend chaque jour un renfort de troupes, absolument nécessaire pour nous maintenir dans cette île.

On arme une forte escadre destinée à croiser dans les mers du nord, sous le commandement du vice-amiral Duncan. Elle sera composée de 8 vaisseaux de ligne, 12 vaisseaux de la compagnie des Indes armés en guerre, ayant 36 canons de 18 pierriers, & de 8 frégates.

Malgré ce qu'ont avancé les gazettes du continent, ce n'est pas pour empêcher nos grains d'exportation. La disette n'en est malheureusement que trop réelle; & s'est déjà fait sentir par des mouvemens très-alarms en plusieurs parties de ce royaume, notamment à Portsmouth & à Launceston. Aux environs de cette dernière ville, les ouvriers des mines de charbon se sont assemblés au nombre de quatre à cinq mille, & menacent de piller les magasins & les fermes, si on ne leur fournit pas des subsistances à meilleur marché. A Portsmouth, il y a eu, le 11, une insurrection complète. Le peuple y a forcé les boutiques des boulangers & des bouchers, & a demandé qu'on donnât la viande à quatre sols sterl. (huit sols environ de notre monnaie) & le pain de quatre livres à six sous sterl. Ceux des bouchers & des boulangers qui ont consenti de bonne grâce à ces conditions, ont été payés exactement sur ce pied-là; d'autres, qui s'y sont opiniâtement refusés, ont été pillés & maltraités, & n'ont eu en paiement que ce que les insurgens ont bien voulu leur donner. Les soldats ont refusé de marcher contre le peuple, &

l'on craint que ce désordre ne se renouvelle & ne devienne plus grave encore.

Le général Vaughan a proposé de former un corps de cavalerie, composé seulement de negres & destiné à servir dans les îles de l'Amérique; mais cette mesure a paru hasardeuse & sera difficilement adoptée.

Le comte de Bute, qui a été nommé ambassadeur en Espagne, doit s'embarquer incessamment sur la frégate la *Élore*, qui le débarquera à Cadix.

L'emprunt de six millions pour l'empereur a toujours lieu, quoiqu'on en ait dit. Le comte de Pergen est arrivé ici avec une mission de l'empereur pour faire les arrangements relatifs à cet objet.

On mande d'Italie que M. Gaffieri a été nommé président du parlement de Corse, & qu'on leve dans cette île une milice semblable à celle d'Angleterre.

Il n'y a pas moins de 15 bataillons qui ont ordre de s'embarquer pour l'Irlande; la plupart sont tirés des régimens de *Fencibles*, (régimens nouvellement levés pour la défense de l'intérieur).

BELGIQUE.

De Bruxelles, le 15 floréal (4 mai, v. st.)

Des lettres du Bas-Rhin marquent, que les Autrichiens viennent d'être relevés à Augsbourg & dans plusieurs autres postes, par différens corps de troupes prussiennes de l'armée du général Mollendorff, qui les ont remplacés. Les officiers autrichiens ont montré aux Prussiens une froideur qui tient de cette haine ancienne, que l'alliance monstrueuse de la maison d'Autriche à celle de Brandebourg, n'avoit nullement refroidie, & que la défection de Frédéric-Guillaume de la coalition, n'a fait au contraire qu'augmenter. Les mêmes lettres ajoutent, que tout le cours du Rhin, depuis Wésel, jusqu'à Emmerich, est absolument libre, que déjà même le commerce reprend ses travaux, & qu'un grand nombre de bateaux sont en chargement pour les Provinces-Unies.

Les renforts de troupes, d'artillerie & de munition de guerre de toutes espèces, arrivent encore journellement devant Luxembourg; les travaux du siège se passent avec la plus grande activité; une énorme quantité de pionniers & de travailleurs, sont occupés à perfectionner la première parallèle & les tranchées; malgré les difficultés que l'on rencontre à chaque pas, dans un terrain de rochers, où il est impossible de creuser. Les assiégés employent toutes les ressources de l'art, pour vaincre tous les obstacles réunis de la nature & du génie, & les assiégés de leur côté ne négligent aucuns moyens de défense. Le siège de Luxembourg, sera sans contredit, le plus long & le plus difficile de tous ceux qui ont eu lieu pendant le cours de cette guerre: La gloire en sera d'autant plus grande pour les soldats de la liberté.

Depuis quelque tems, le commerce maritime du port d'Ostende cherche à se relever par toutes sortes d'efforts, ce qui n'aura son plein effet qu'au moment d'une paix générale. Cependant il y arrive quelquefois des bâtimens américains, danois & suédois chargés d'objets de première nécessité; quant au commerce d'exportation des denrées ou marchandises fabriquées ici, il est absolument nul.

Chaque jour il y a des scènes très-vives au spectacle, entre les jacobins qui ont ici des partisans & les amis de l'humanité & de la vraie liberté. Les comités du gouvernement devraient s'occuper du soin de purger les ar-

mées ré
faction
buveurs
le troub

Extrait

Citey
prendre
bien cot
l'exempl
entre de
« On
les enfans
tirent le
sion des
Il est de
des sacr
ils ont

» Les
pénétrés
de Metz
farines,
duire e

» Le
commun
tude scr
par cell
éloges,
& de fr
tances p
la séanc
dite se
conventi
du distri
de l'arro
celle de

Une l
porte qu
style) l
canous,
appareil
de l'ince
plus viv
espéroit
poudres
partie de
restés &
de grand
vent frai
Mais qu
& la ma
l'explosi
de ce m

Nous v
nérale s
nations
tation pr
guerre s
à couven
esprits at

mées républicaines des terroristes que Robespierre & sa faction y avoient fait placer. Ce sont presque toujours ces huveurs de sang, qui sont les agresseurs & provoquent le trouble & la discorde.

F R A N C E

DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE.

Extrait d'une lettre particulière de Metz, du 12 floréal.

Citoyen-Rédacteur, il est dans vos principes de répandre les actions généreuses. Je vous prie donc de vouloir bien consigner l'article suivant dans votre feuille, pour l'exemple des bons effets de la fraternité qui doit régner entre des républicains :

« On peut considérer les habitans des campagnes comme les enfans gâtés de la révolution : ce sont eux qui en résistent les principaux avantages, au moyen de la suppression des droits féodaux, de la dîme, des corvées, &c. . . Il est donc juste que, dans les momens difficiles, ils fassent des sacrifices pour le maintien du gouvernement, auquel ils ont tant d'obligation.

» Les citoyens composant la communauté de Cherisey, pénétrés de cette vérité, viennent d'offrir à la commune de Metz une partie de leurs subsistances, tant en grains, farines, pois, que pommes de terre, & les ont fait conduire en cette ville.

» Le directoire du district de Metz, considérant que la commune de Cherisey a toujours déferé avec une exactitude scrupuleuse aux réquisitions qui lui ont été faites par celle de Metz; qu'elle vient de mériter les plus grands éloges, par la manifestation de ses sentimens d'humanité & de fraternité, en retranchant une partie de ses subsistances pour secourir les citoyens de Metz, a arrêté, dans la séance du 6 floréal, que mention civique de cette conduite sera faite dans le procès-verbal de la séance; que la convention nationale en sera informée, & que la délibération du district sera imprimée & envoyée à toutes les communes de l'arrondissement, pour les inviter à imiter l'exemple de celle de Cherisey.

De Paris, le 19 floréal.

Une lettre particulière de Calais, en date du 15 floréal, porte qu'on y vient d'apprendre que le premier mai (vieux style) le feu a pris à bord du vaisseau *la Boyne*, de 98 canons, dans la rade de Spithead, au moment qu'il alloit appareiller. Toutes les tentatives pour arrêter la fureur de l'incendie, ont été sans succès, & l'on étoit dans les plus vives inquiétudes sur la suite de cet événement : on espéroit pouvoir introduire de l'eau dans la soute aux poudres, avant que le feu y fût parvenu; on a déchargé une partie des canons, mais ceux de la batterie d'en-bas sont restés & sont presque tous chargés, & peuvent occasionner de grands malheurs. Heureusement l'escadre profitant d'un vent frais, s'est éloignée & est descendue à Saint-Helens. Mais quand les cables seront brûlés, ou ce même vent & la marée conduiront-ils cette masse enflammée, dont l'explosion doit être terrible? On ignore encore la cause de ce malheur.

Nous voilà dans un moment de stagnation presque générale sur les événemens de la guerre; il semble que les nations revenues d'un long délire, emploient une méditation profonde pour arriver au moyen de terminer une guerre sans objet utile, sans succès vraisemblable, & qui a couvert le monde entier de ruines & de désastres. Les esprits attentifs; observent, que la révolution française a

déjà produit un effet profitable pour la liberté des hommes, en rognant une partie des griffes du despotisme qui pesoit sur eux d'un bout de l'Europe à l'autre; dans cette lutte à-peu-près universelle, de l'oppression contre la tyrannie, tous les pas n'ont pas été également fermes & mesurés, & c'est peut-être la une des causes principales de la durée affligeante de cette lutte; mais enfin ces terribles plaideurs dévorés, & par leur cause & par les chaînes qui l'ont allongée, songent également les uns & les autres à un accommodement devenu indispensable. Il conviendrait à-peu-près aujourd'hui, que si l'autorité des gouvernans doit avoir des bornes, la liberté des gouvernés doit aussi avoir des loix.

Qu'on ne s'étonne pas si une telle réciprocité a été tardive, la secousse violente qui eut à renverser l'édifice du despotisme avoit besoin de têtes exaltées pour parvenir à ses fins, & une fois que l'exaltation eut été mise en permanence à l'ordre du jour, les appas de la puissance & de la tyrannie se développèrent aux yeux les moins faits pour les goûter; les tyrans en chef prospéroient & disoient à leurs tyrans aveuglés, c'est la multitude qui ne doit plus obéir, mais qui doit commander, & c'est pour vous, que nous combattons, que nous pillons & que nous assassinerons le petit troupeau d'hommes riches qu'il est tems de détruire.

Ces harangues, dont les termes & le sens se trouvent dans presque toutes les orgies de nos derniers tyrans, eurent un effet terrible & organisèrent cette funeste anarchie dont les résultats sont aujourd'hui si déplorables, que rien n'est plus urgent que de les faire cesser.

Il faudra sans doute quelques années de sagesse constante pour tarir cette longue source de nos calamités. C'est déjà beaucoup que de la connoître, & si cette connoissance a été longue à acquérir, c'est qu'elle est le fruit de la raison murie par l'expérience. Ainsi il est important que la nation demeure patiemment attentive à tous les pas que fera le gouvernement pour lui rendre la liberté & le bonheur à laquelle elle a acquis tant de droits par des sacrifices sans nombre. Or il n'y a que la liberté qui puisse veiller elle-même sur ses vrais intérêts. Défions-nous donc de ceux qui songent encore à la comprimer, & attendons tout des pensées & du courage des esprits libres, si nous ne voulons retomber de nouveau des horreurs de l'anarchie dans celles d'un despotisme quelconque.

Au Rédacteur des Nouvelles Politiques.

J'ai une jeune bru, aimable & bonne avec un esprit vif & très-cultivé. Elle adore la liberté parce qu'elle a l'âme naturellement élevée; elle a été enthousiaste de la révolution, tant qu'elle y a vu une route à la liberté; elle s'en est détournée avec horreur, quand elle a vu de vils & féroces démagogues nous conduire, à travers des flots de sang, à l'anarchie, à l'avilissement, à la famine & à l'immercialité: elle s'y est rattachée avec amour quand elle a espéré de voir renaitre le regne de la justice & de l'humanité. Un bon décret l'ennivre de joie & d'espérance; un décret qui blesse ses sentimens & ses principes la jette dans un profond découragement. Tous ses sentimens sont extrêmes, mais ils sont toujours sincères. Ce qu'elle aime par-dessus tout, c'est la liberté de dire son avis sur tout; car, comme il lui est impossible de contenir son opinion sur rien, toute gêne, mise à cette liberté, lui paroît une monstrueuse tyrannie. C'est vrai-

ment une créature aussi curieuse qu'intéressante que ma bru.

Elle lisoit dernièrement le fameux rapport de Marie Chénier, à la séance du 12. On y dit : « Le droit de manifester sa pensée n'est pas celui de provoquer le renversement de la république & de calomnier les citoyens, comme le droit de porter des armes n'est pas celui de poignarder. » Le journal lui tombe des mains. Voilà donc, me dit-elle, la borne que M. Chénier pose au droit de manifester sa pensée. — Cette définition, ma fille, ne vous paroît donc pas juste? — Non, certes. Le droit de manifester sa pensée n'est autre chose que le droit de dire & d'écrire ce qu'on pense. Je défierois tous les philosophes d'en donner une définition plus complète. — La vôtre a, au moins, le mérite de la simplicité : il n'y a là, ni esprit, ni entortillage. — L'entortillage & l'esprit commencent où la bonne foi & le bon sens finissent. André Chénier, que nous devons regretter plus que jamais, n'a été égorgé que pour n'avoir pas provoqué le renversement d'une constitution, alors solennellement jurée par la France entière. Il vivoit, si, contre l'esprit & la lettre de la définition de son frère, il eût provoqué ce même renversement, s'il eût calomnié les citoyens, &c. Le pape, le grand mogol, l'autocratie de toutes les Russies, s'ils avoient besoin de faire des décrets contre la liberté de la presse, n'auroient rien du tout à changer à la rédaction du rapporteur Chénier, si ce n'est le mot de *république* en celui de *religion* ou de *gouvernement*; la presse, comme la parole, seroit alors tout aussi libre à Rome, à Pétersbourg & à Delhi, qu'à Paris; la même liberté, ici ou là, meneroit tout droit les écrivains & les orateurs en Sibérie, au château St.-Ange ou à Cayenne. Au moins, la statue de Pasquin offre-t-elle à Rome une ressource pour manifester sa pensée, & M. Chénier ne nous laisse pas même la ressource des pasquinades. — Cette ressource, mon enfant, n'est pas sûre non plus à Rome, & l'exemple n'est pas bien choisi. Mais revenons au décret : croyez-vous donc qu'il puisse être dans l'esprit d'aucun gouvernement de permettre qu'on provoque sa destruction? — Oui, cela est dans l'esprit d'un gouvernement vraiment libre, parce qu'on ne détruit pas un bon gouvernement avec des paroles & des pamphlets. Si un écrivain attaque la République, lorsque le peuple veut la république, l'opinion en fera prompte & sévère justice! Tout ce qui est du domaine de l'opinion, n'a de juge compétent que l'opinion. Si j'avance des erreurs en physique, les savans se moqueront de moi; si je prêche l'athéisme ou l'immoralité chez un peuple qui croit en dieu & respecte la morale, j'exalterai l'indignation & le mépris; & le peuple m'exclura de toutes les places qui demandent un esprit droit & de bons principes. La loi ne doit être que le supplément de l'opinion. Oh! le beau gouvernement où l'opinion se chargeroit de prévenir & de punir tous les délits, & où la loi n'auroit rien à faire? Mais lorsqu'on met la loi à la place de l'opinion, on court risque de faire un grand mal & une grande faute; c'est de soulever l'opinion contre la loi, comme contre une usurpation.

Je terminerai ici cette conversation, dont la suite ne fut que le développement des mêmes idées, & je ne parlerai même pas de la comparaison de la liberté, avec un poignard qui n'est pas neuve & que Louvet a cependant adoptée.

CONVENTION NATIONALE,

Présidence du citoyen VERNIER, le jeune.

Séance du 19 floréal.

Il y a eu hier au soir une séance extraordinaire pour procéder, par la voie du sort à la nomination de 21 membres, destinés à former la commission, chargée d'examiner s'il y a lieu à accusation à l'égard du représentant Joseph Lebon, d'après la déclaration des comités qu'il y a lieu à examen.

Les membres nommés sont, les citoyens Siblot, Christiani, Karcher, Lambert, Jorrand, Quirot, Claverie, Taveaux, Marin, Bordat, Réguier, Lémann, Dubusq, Thirion, Roux (de l'Aveyron), Finot, Arrighi, Girard (de l'Aube), Moreau (de Saône & Loire), Michaut, Le-tourneur (de la Sarthe).

L'ordre du jour appelloit la discussion sur les finances; on réclamoit également la parole pour le rapporteur de la commission des 11.

Thibaut dit que ce qu'il y a de plus pressé, ce sont les finances; que le gouvernement marche.

Bréard n'est pas du même avis; il regarde la discussion sur le plan du gouvernement présenté par la commission des 11, aussi instante que celle sur les finances. Thibaut, dit-il, prétend que le gouvernement marche; moi, je prétends qu'il se traîne.

L'assemblée décide qu'elle entendra aujourd'hui les projets relatifs aux finances, & que demain elle discutera le plan de gouvernement provisoire, qui lui a été soumis par sa commission des 11. Les pétitionnaires ne seront reçus en conséquence que jusqu'à une heure.

On lit une lettre du représentant du peuple Chaudron-Rousseau, en mission près des armées, datée de Saint-Jean-de-Luz, le 9 floréal; il annonce qu'il s'est hâté de faire parvenir à l'administration supérieure de la province de Guipuseoa, le décret par lequel l'assemblée a désavoué les horreurs commises dans les pays conquis sur l'Espagne; il fait passer en même-tems une lettre de l'administration supérieure, qui, au nom de tous les habitans, témoigne sa reconnaissance pour le décret que l'assemblée a rendu, relativement à ces provinces.

Ricard présente un plan général de finances.

Un membre soumet ensuite un autre plan, dans lequel il propose de ne point toucher aux assignats de 5 millions & au-dessous, qui se montent à une somme d'environ 1500 millions, & qui se trouvent entre les mains de la classe la moins aisée des citoyens; quand au reste des assignats, il pense qu'on pourroit décréter l'échange, savoir, un quart contre d'autres assignats, & les trois quarts contre les billets admissibles en paiement des biens nationaux, dans la loterie décrétée en inscriptions sur le grand livre, &c.

Ces discours seront imprimés & sont renvoyés au comité des finances.